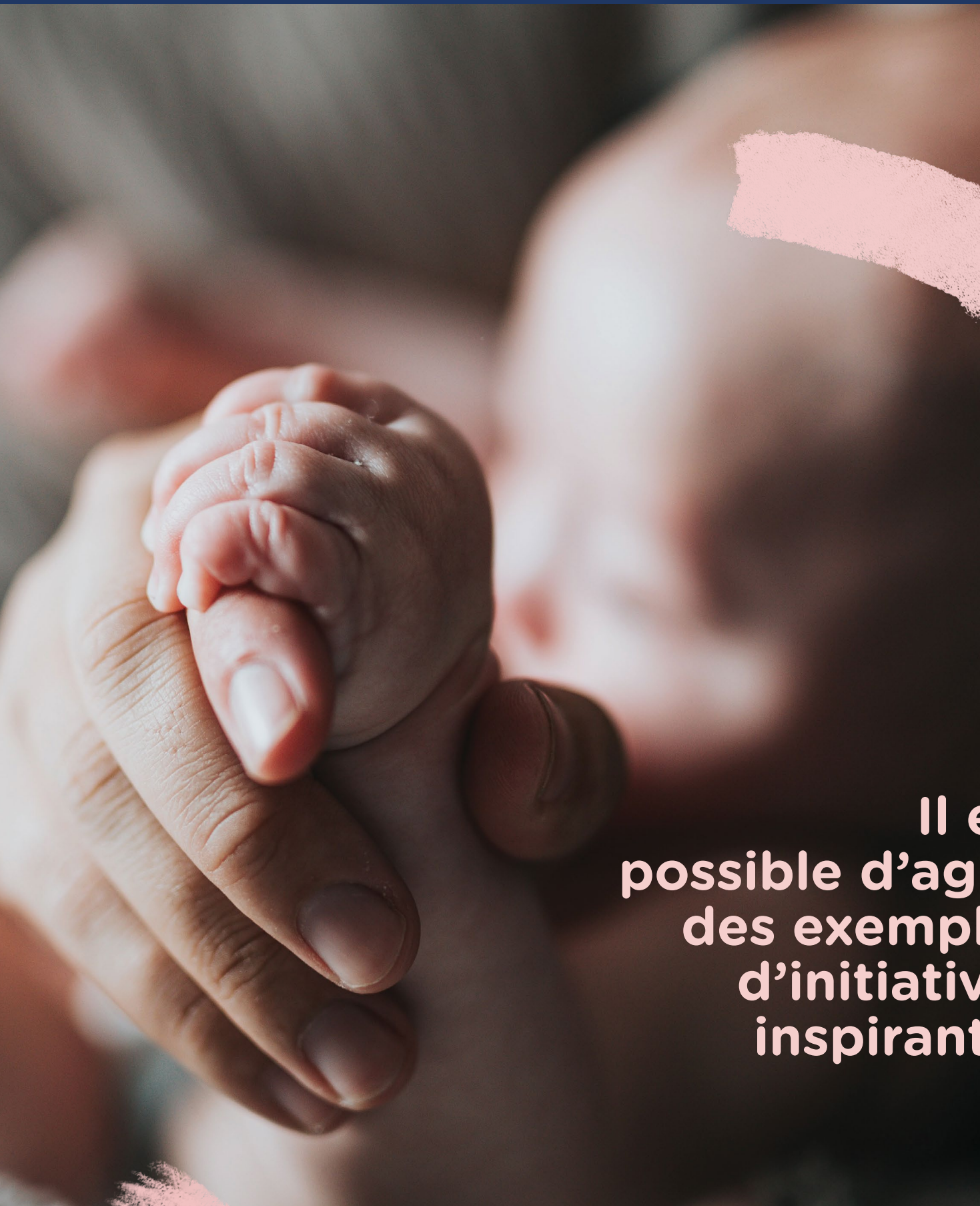






43

Il est
possible d'agir :
des exemples
d'initiatives
inspirantes

Des leviers pour les gouvernements

Favoriser la stabilité dans les familles : des programmes de médiation familiale et de coordination parentale

Au Québec, la médiation familiale est offerte aux parents afin de les aider à résoudre leurs conflits sans avoir recours au système judiciaire¹⁴⁰. Cette mesure permet aux familles de se concentrer davantage sur les besoins de l'enfant¹⁴¹.

Aux États-Unis et dans certaines provinces canadiennes dont l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, des programmes de coordination parentale existent pour prendre la relève lorsque la médiation ne fonctionne pas. Ce type d'intervention fait appel à des professionnels de la santé mentale et à des avocats¹⁴². Cela permet d'alléger le fardeau judiciaire tout en procurant un bien-être psychologique aux parents et aux enfants¹⁴³. Un projet pilote est d'ailleurs en place au Québec, sous la coordination de Francine Cyr, une chercheuse spécialisée dans le domaine de la médiation familiale¹⁴⁴.

Améliorer la qualité des logements et diminuer l'instabilité résidentielle : des mesures d'accès à des logements sains et abordables

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale (2017-2023) prévoit des investissements dans les logements sociaux de même que l'amélioration des conditions de vie et de la participation sociale des personnes vivant en logement social.

Par ailleurs, en octobre 2020, les gouvernements du Canada et du Québec ont annoncé un investissement de 3,7 milliards de dollars sur 10 ans pour améliorer le logement social et abordable au Québec. Cela permettra la construction de nouveaux logements sociaux, la rénovation d'immeubles existants et le versement d'aides au loyer pour les familles à faible revenu. L'investissement sera réparti dans trois volets : Priorités du Québec, Initiative canadienne pour le logement et Allocation canadienne pour le logement¹⁴⁵.

Enfin, le programme AccèsLogis Québec est un exemple de mesure ayant le potentiel de diminuer l'instabilité résidentielle, grâce aux services qu'il offre en lien avec les logements à faible coût ou subventionnés¹⁴⁶. Ce programme a comme objectif de permettre à des offices d'habitation (OH), à des coopératives d'habitation (COOP), à des organismes sans but lucratif (OSBL) et à des sociétés acheteuses sans but lucratif de créer et d'offrir en location des logements de qualité et abordables à des familles à faible revenu ou ayant des besoins particuliers¹⁴⁷. En 2016, AccèsLogis Québec venait en aide à un total de 16 421 ménages¹⁴⁸.

DES EXEMPLES DE PROJETS D'HABITATION FINANCÉS PAR ACCÈSLOGIS QUÉBEC

Le programme AccèsLogis Québec permet aussi la construction d'habitations communautaires telles que le Mimosa du Quartier. À Gatineau, en Outaouais, le Mimosa du Quartier offre depuis 2015 des logements en location à des femmes victimes de violence conjugale ou qui vivent dans la pauvreté. Des intervenants sur place les soutiennent également pour les aider à améliorer leurs habitudes de vie familiale et à favoriser le développement psychosocial des enfants.

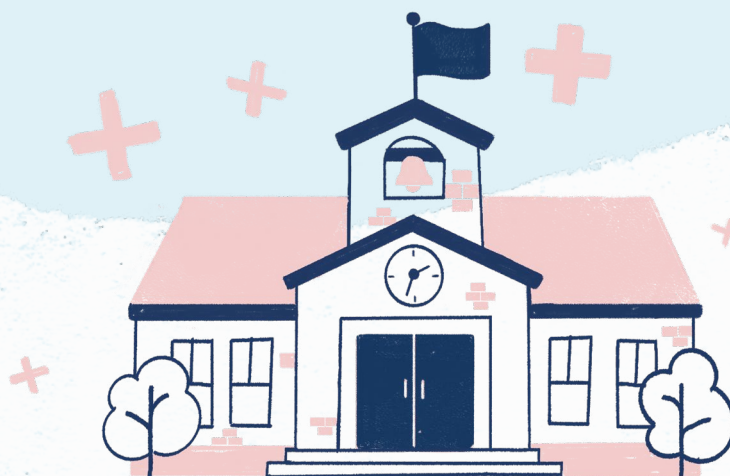
À Montréal-Nord, un projet de **200 logements** sociaux, l'Îlot Pelletier, a ainsi pu voir le jour, comprenant un CPE de 80 places. L'Îlot Pelletier incluait la transformation d'espaces de stationnement en potagers et en îlots de fraîcheur, de même qu'un marché public saisonnier, mis sur pied par les citoyens, grâce à l'organisme Paroles d'ExcluEs. Ce marché a d'ailleurs été le point de départ de la recherche d'une solution durable : une Coopérative de solidarité de distribution alimentaire.



Diminuer les changements de milieux de garde : des places supplémentaires dans les services éducatifs à l'enfance de qualité

Le manque de places disponibles dans des services éducatifs à l'enfance de qualité oblige parfois les parents à opter pour un établissement de moindre qualité en attendant qu'une place se libère ailleurs. Cette situation peut augmenter le nombre de changements de milieux de garde pendant la petite enfance et ainsi diminuer la stabilité dans la vie du tout-petit.

L'ajout de places dans les services éducatifs à la petite enfance est ainsi une solution pour favoriser la stabilité dans le parcours des tout-petits. Cela permet aussi de cibler prioritairement les enfants des quartiers défavorisés¹⁴⁹. Par exemple, à Montréal, le programme Interventions éducatives précoces (IEP) vise à favoriser l'accès et la fréquentation d'un service de garde éducatif à l'enfance pour les enfants présentant des vulnérabilités sur le plan socioéconomique ou de leur développement. Il vise aussi à soutenir les milieux qui les accueillent. Dans le cadre de ce programme, une entente entre les CISSS ou CIUSSS et les services de garde éducatifs à l'enfance permet de réserver des places pour ces enfants. Une intervenante du programme encourage aussi les familles admissibles à se prévaloir d'une place et les accompagne dans le processus d'intégration. Cela permet notamment de maintenir en milieu de garde des enfants vulnérables qui en auraient été exclus sans le programme¹⁵⁰.



Favoriser la continuité lors de l'entrée à l'école : un outil pour partager les connaissances sur l'enfant

Dans la région de l'Estrie, un outil de transmission d'informations sur le développement de l'enfant a été développé. Il est rempli par les éducatrices des services de garde un peu avant l'été et contient des renseignements sur le développement de l'enfant, ses forces, ses défis et les stratégies gagnantes avec lui. Avec l'accord des parents, cet outil est transmis aux intervenants scolaires qui seront en contact avec l'enfant lors de son entrée à l'école¹⁵¹.

Par ailleurs, le ministère de la Famille a mis en place en 2020 le « dossier éducatif de l'enfant ». Ce document doit contenir des portraits périodiques du développement de l'enfant en fonction des quatre domaines de développement suivants : physique et moteur, cognitif, langagier, social et affectif. Il vise trois objectifs : communiquer avec les parents concernant le développement de leur enfant ; soutenir la détection hâtive de difficultés, en cohérence avec la démarche Agir tôt ; et faciliter les transitions, dont celle vers l'école. Le premier dossier devait être envoyé aux parents en mai 2020. Toutefois, en raison de la crise de la COVID-19, cet exercice a été reporté à mai 2021. Le Ministère souhaitait ainsi faire en sorte que les prestataires des services de garde puissent consacrer leurs efforts « à l'application des mesures sanitaires et au maintien d'une présence rassurante auprès des enfants »¹⁵².

Favoriser la continuité lors de l'entrée à l'école : une éducatrice spécialisée pour les familles du programme SIPPE

Le CIUSSS de l'Estrie, en collaboration avec le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke, a bonifié le programme des Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE). Les enfants avec des besoins particuliers qui commencent l'école peuvent maintenant bénéficier du suivi d'une éducatrice spécialisée qui les accompagnera jusqu'au début octobre. Cette personne-ressource connaît bien l'enfant et sa famille. Elle peut donc contribuer au transfert d'informations pour faciliter l'intégration scolaire¹⁵³.

Des leviers pour les municipalités

Améliorer la qualité des logements pour diminuer l'instabilité résidentielle : des sanctions aux propriétaires qui ne respectent pas les règlements sur la salubrité

Ce genre de mesure serait particulièrement efficace pour aider les familles vulnérables sur le plan matériel. En effet, parmi les raisons invoquées pour avoir dû déménager plus de trois fois dans les vingt dernières années, on retrouve notamment la mauvaise qualité du logement et l'insalubrité. La Direction régionale de la santé publique de Montréal encourageait d'ailleurs les municipalités à adopter des règlements sur la salubrité des logements et à mobiliser les ressources nécessaires à leur application¹⁵⁴.

Le logement social est une manière de lutter contre l'embourgeoisement des quartiers¹⁵⁵. La ville de Vienne en Autriche constitue un modèle à l'échelle mondiale en matière de politiques publiques visant à favoriser l'accès des familles à des logements abordables et de qualité. Cette ville a su conserver 220 000 logements sociaux destinés aux ménages à faible revenu¹⁵⁶. Elle est l'une des rares capitales d'Europe à ne pas connaître de crise majeure du logement¹⁵⁷.

Lutter contre l'embourgeoisement des quartiers pour diminuer l'instabilité résidentielle

Une autre façon d'assurer la stabilité résidentielle est de lutter contre l'embourgeoisement des quartiers, qui peut forcer des familles à déménager contre leur gré. Par exemple, les municipalités peuvent :

- > imposer un moratoire sur la construction de condos luxueux et favoriser la construction de logements sociaux;
- > opérer un meilleur contrôle sur le type d'établissements et de commerces qui s'installent dans un quartier;
- > financer les organismes pour qu'ils puissent devenir propriétaires¹⁵⁸.



Il existe également d'autres moyens pour les municipalités d'améliorer l'accès des familles à des logements de qualité, et ainsi diminuer les risques de déménagements :

- Investir dans les programmes de logements abordables pour les familles afin d'offrir aux enfants un milieu de vie sécuritaire et soutenant, tout en ayant un impact sur la lutte à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.
- Mettre en place des programmes d'aide financière destinés aux familles avec enfants sous forme de prêts sans intérêt pour favoriser l'accès à la propriété.
- Bonifier les subventions de soutien au logement ainsi que la mise en place de coopératives d'habitation.
- Implanter des mesures d'apaisement de la circulation automobile, y compris la diminution des limites de vitesse sur tout le réseau routier.
- Réorganiser les voies de circulation et réduire le nombre de voies, de routes et de stationnements afin de diminuer le volume de circulation automobile.



49

Améliorer la qualité des quartiers : des aménagements sécuritaires du territoire

Certaines caractéristiques des zones urbaines peuvent contribuer à une meilleure perception de la sécurité de l'environnement. Par exemple, des mesures comme l'installation de culs-de-sac permettent de réduire le trafic autour des maisons^{159, 160, 161}. Par ailleurs, des initiatives comme celles des ruelles vertes peuvent également avoir un effet positif. D'autres actions peuvent aussi être mises en place par les municipalités :

- Favoriser la mise en place, dans les quartiers, d'espaces privés partagés et mis en commun pour les enfants (aménagement d'aires de jeu extérieures, de verdure, de cours ensoleillées propices aux jardins collectifs, etc.).
- Aménager les quartiers pour favoriser la densité des habitations et la proximité des services et des ressources destinés aux enfants.
- Aménager des corridors de transport actif en incluant des marqueurs dans le paysage, du mobilier ludique et convivial ainsi que du marquage au sol.
- Assurer une connectivité du réseau piéton et cyclable aux différents lieux fréquentés par les enfants (services, écoles, commerces, centres sportifs, parcs, bibliothèques, etc.).
- Réorganiser les voies de circulation et réduire le nombre de voies, de routes et de stationnements afin de diminuer le volume de circulation automobile.

Il existe au Québec des initiatives exemplaires à l'échelle municipale qui visent à améliorer l'accès des familles avec des tout-petits à des quartiers sécuritaires et propices au jeu.

LE CAS DE LA MRC DE BELLECHASSE

Quatre municipalités de la MRC de Bellechasse ont mis en place une politique de partage d'infrastructures sportives qui leur permet d'offrir davantage de possibilités d'activités sportives aux jeunes familles, qui tendent à quitter les régions pour les milieux urbains où les services sont plus nombreux. Les quatre municipalités ont développé un réseau de sentiers pédestres qui les connecte entre elles et ont aussi lancé une ligne intermunicipale de hockey. Un camp de jour commun pour les enfants a aussi été mis sur pied¹⁶².





LE CAS DE LA VILLE DE BELŒIL

En 2016, la Ville de Belœil en Montérégie a mis en place le projet « Dans ma rue, on joue », qui vise à encourager le jeu libre en toute sécurité dans ses rues résidentielles pour les enfants. Lorsqu'une rue est officiellement désignée comme espace de jeu libre, une nouvelle signalisation est installée pour diminuer la vitesse maximale permise à 30 km/h. De plus, les résidents de la rue doivent s'engager à respecter un certain code de conduite (jeu permis exclusivement de 7 h à 21 h, surveillance des parents, pratiques sécuritaires, etc.)¹⁶³.



51



LE CAS DE VICTORIAVILLE

En 2016, Victoriaville a agi en matière de création d'espaces publics extérieurs propices aux jeux en créant des « parcours ludiques ». Ces parcours avaient pour but de motiver les enfants à marcher pour se rendre en classe, en les guidant de manière amusante. Ce projet pilote visait à baliser les déplacements des enfants, en améliorant leur sécurité¹⁶⁴.

Améliorer la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance sur le territoire

Les municipalités ont aussi les pouvoirs et les compétences pour agir sur l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance et sur leur qualité.

Elles peuvent :

- > favoriser les projets de services de garde éducatifs les plus intéressants pour la communauté;
- > adopter une réglementation qui protège la qualité;
- > faire connaître davantage les services éducatifs à l'enfance disponibles dans la communauté.

L'Observatoire a d'ailleurs consacré un **dossier** à cette question.

52



Améliorer la qualité du soutien social : des activités pour renforcer la cohésion

Les municipalités peuvent favoriser les rencontres informelles entre les familles en organisant des événements récréatifs dans les quartiers. Ce genre d'activité permet de briser l'isolement et de soutenir les parents grâce au partage avec d'autres individus qui vivent des réalités semblables¹⁶⁵. Les bonnes relations avec les voisins peuvent aussi augmenter l'accès à des ressources utiles pour les enfants.

Au Québec, la fête des voisins est une initiative chapeautée par Espace MUNI (anciennement le Carrefour action municipale et famille). Depuis 2006, 8 000 fêtes de ce genre ont été organisées. À travers le monde, 36 pays et plus de 30 millions de personnes participent à l'une de ces fêtes chaque année¹⁶⁶.

Il existe également d'autres moyens pour les municipalités de renforcer la cohésion sociale :

- > Animer les rues tout au long de l'année (activités ponctuelles, programmation d'événements, etc.).
- > Encourager le plaisir et la convivialité dans les lieux publics par l'entremise de diverses mesures : ambiance attrayante grâce au design (aires de repos, bancs, arbres, aménagement paysager, éclairage, mise en valeur de l'architecture, qualité des façades et des enseignes, art public, etc.).
- > Procéder à des aménagements du territoire propices aux différentes formes de jeu, spontanées ou organisées, individuelles ou collectives.
- > Aménager des jardins pédagogiques (ex. : en collaboration avec des écoles).
- > Créer un espace public géré par les enfants (jardin communautaire, serre, etc.).

Des leviers pour les communautés



Améliorer la qualité du soutien social : des organismes d'accueil pour les familles immigrantes

Les organismes communautaires qui s'impliquent dans l'accueil des familles immigrantes peuvent jouer un rôle important pour favoriser le renforcement de leur réseau social. Par exemple, des bénévoles peuvent accompagner les familles isolées à des activités organisées dans le quartier, comme des fêtes de la famille ou des ateliers parent-enfant¹⁶⁷.

54

Favoriser la stabilité dans les familles : des maisons d'hébergement en cas de séparation



Au Québec, il existe des maisons de transition permettant d'héberger des enfants et leur parent lorsque la séparation survient en contexte de violence conjugale. Ces ressources communautaires peuvent servir de filet de sécurité et aider l'enfant à retrouver une certaine stabilité¹⁶⁸.



Améliorer la perception de sécurité du quartier : l'initiative Parents-Secours

Parents-Secours est un organisme communautaire rassemblant plus de 5 000 bénévoles avec 2 404 refuges sécuritaires pour les enfants et les aînés. Une affiche déposée dans la fenêtre indique que les personnes qui ont besoin d'être protégées pourront trouver à cet endroit un refuge bienveillant¹⁶⁹.

Améliorer la qualité en service de garde éducatif : des stages pour les futures éducatrices dans les haltes-garderies



La maison de la famille de Saint-Hyacinthe et le Centre de pédiatrie sociale Grand Galop ont collaboré avec le CLSC des Maskoutains, la Direction de la protection de la jeunesse de la Montérégie et le Cégep de Saint-Hyacinthe dans le cadre du projet de la Halte-Garderie du cœur. Ce service de garde a pour mandat d'accueillir les familles et leurs enfants qui vivent dans un contexte de négligence ou de maltraitance, ayant vécu dans un camp de réfugiés ou ayant des besoins particuliers. La halte-garderie du cœur est aussi un milieu de stage pour les étudiantes de 3^e année du cégep de Saint-Hyacinthe qui leur permet d'améliorer leur pratique réflexive* et de recevoir l'accompagnement des enseignantes¹⁷⁰.

55

* La pratique réflexive est une pratique permettant l'intégration de la théorie et de la pratique.



Favoriser la continuité lors de l'entrée à l'école : un outil de communication entre les différents milieux

Plusieurs organismes des MRC de Memphrémagog, des Sources, du Granit, du Haut-Saint-François et de Coaticook ont créé un outil de transmission d'informations sur le développement de l'enfant. Cet outil est rempli à la fin du printemps par les éducatrices des services de garde et par les intervenants qui occupent une place importante dans la vie de l'enfant. Les parents sont aussi mis à contribution. Avec leur accord, le document est transmis au personnel scolaire dans le but de favoriser la continuité dans les services éducatifs offerts aux enfants¹⁷¹.